

ARRETE MUNICIPAL N° 02 / 2026 du 05 janvier 2026

Rapportant les délégations de fonction et de signature de Monsieur Christian HUIOUTU, 3^{ème} adjoint au Maire.

Ampliations :

Trésorerie ISLV	1
Finances communales	1
Commune Uturoa	1

- VU la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, promulguées par arrêté n°119/DRCL du 3 mars 2004 ;
- VU la loi organique n°2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales applicable en Polynésie Française, notamment ses articles L.2121-18, L.2122-31 et L.2122-32 ;
- VU le décret n°45-1349 du 18 juin 1945 instituant la Commune de UTUROA, Chef-lieu des Iles-sous-le-vent ;
- VU le procès-verbal de l'élection du Maire et des adjoints au Maire de Uturoa en date du 28 juin 2021 ;
- VU le tableau du conseil municipal de Uturoa en date du 28 juin 2021 ;
- VU l'arrêté n°64/2021 du 16 août 2021 portant délégation de signature à M. Christian HUIOUTU, 3^{ème} adjoint au Maire.

Considérant la perte de confiance envers M. Christian HUIOUTU, 3^{ème} adjoint au maire.

Considérant la nécessité de garantir le bon fonctionnement de l'administration communale.

ACTE RENDU EXECUTOIRE

Le **06 JAN. 2026**

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte, publié/notifié

Le **06 JAN. 2026**

et télétransmis au service de l'Etat

Le **06 JAN. 2026**

Le Maire,

Matahi BROTHERRSON


- ARRÊTE -

Article 1^{er} : Pour compter du 07 janvier 2026, les délégations de fonction et de signature de M. Christian HUIOUTU, 3^{ème} adjoint au Maire, en ce qui concerne les domaines des déchets, de l'eau, de l'urbanisme et l'accompagnement et le suivi de dossiers OPH, sont retirées.

Article 2 : L'arrêté n°64/2021 du 16 août 2021 est abrogé.

Article 3 : Le Maire et le Trésorier des îles Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 4 : Conformément aux dispositions du code de justice administrative, le Tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par la voie de recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois, à compter de sa publication. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessibles à partir du site « www.telerecours.fr ».

Article 5 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé, publié et copie en sera adressée à Monsieur le Haut-Commissaire.

Le Maire,

Matahi BROTHERRSON
